Les enseignements du sommet du G20 de Pittsburgh

Après les sommets du G20 de Washington (novembre 2008) et de Londres (avril 2009), les dirigeants des principaux pays capitalistes se sont réunis à nouveau à Pittsburgh fin septembre. D'abord et essentiellement pour s'auto-congratuler et pour se livrer à une opération de communication mondiale. On apprend ainsi que les mesures prises lors du dernier sommet, en avril 2009 à Londres, ont permis de sortir de la crise, puisque nous serions aujourd'hui en « transition entre la crise et la reprise ». *« Cela a marché »,* osent-ils écrire ! Ils mettent notamment en avant *« le soutien budgétaire et monétaire le plus vaste et le mieux coordonné de tous les temps ».* Ils promettent de poursuivre ce soutien exceptionnel le temps qu'il faut, avant de le cesser « de manière coordonnée et coopérative ».

Sur les bonus des traders, la préconisation est de « limiter les bonus à un pourcentage du produit net bancaire quand ils menacent un niveau de capitalisation [niveau de fonds propre] sain ». Autrement dit, les traders seront récompensés en fonction du degré de réussite de leurs opérations spéculatives : c'est donc un encouragement, et non un frein, au développement des pratiques spéculatives ! Bien entendu, aucune mesure n'a donc été prise pour plafonner les bonus et les revenus du capital en général, quels qu'ils soient.

Le G20 a décidé le principe d'une modification minime des droits de vote au sein du FMI (transfert de 5% des droits de vote des principaux pays impérialistes aux pays « émergents » les plus puissants). Mais au-delà de la pseudo démocratisation du FMI, le pouvoir reste entre les mains des principaux pays impérialistes.

Hormis les formules creuses et les « bonnes intentions » affichées, le G20 n'a donc pris aucune décision significative. Les dirigeants ont martelé leur refus de toute forme de protectionnisme, et leur engagement à ne dresser aucun obstacle à la libre circulation des mouvements de capitaux et aux investissements étrangers. Il s'agit donc de renflouer les capitalistes, de faire repartir les marchés financiers, qui continueront à fonctionner comme avant, sans aucune entrave. Cela n'empêche pas Sarkozy de clamer qu'un « ordre nouveau apparaît » alors qu'aucune réforme structurelle n'a été décidée. Par exemple, alors que Sarkozy avait prétendu, après le G20 de Londres, que « les *hedge funds* seraient désormais réglementés », le problème des *hedge funds* n'a même pas été évoqué à Pittsburgh. Rien non plus sur les produits dérivés, la titrisation des créances, etc.

La décision principale de ce G20 est l'engagement à poursuivre les plans de relance. C'est une victoire des États-Unis face à l'Allemagne, qui prônait l'arrêt de la fuite en avant dans l'endettement massif des États. C'est aussi la manifestation que les élites politiques sont bien conscientes que la crise n'est pas terminée, mais aussi qu'elles

n’ont aucune solution viable pour y faire face, hormis le racket des travailleurs et le creusement des déficits, qui restaureront partiellement les profits sans faire redémarrer la croissance. Le capitalisme n’a même plus de miettes à nous accorder, mais seulement du sang et des larmes. Ceux qui prétendent « tourner la page d’une ère d’irresponsabilité » sont toujours aussi irresponsables et ils nous emmènent droit à la catastrophe.

Gaston Lefranc, le 15 novembre 2009